

ÉCHECS DE L'« INGÉRENCE DÉMOCRATIQUE »

Les Biélorusses défendent leurs intérêts



Les multiples tentatives de l'administration Bush pour renverser Aleksandr Loukatchenko et faire basculer la Biélorussie dans l'orbite atlantique ont échoué. Non pas que le très autoritaire président ait été particulièrement soutenu par la Russie, mais parce qu'il s'est appuyé sur ses électeurs. Appréciant la bonne gestion économique du pays et le maintien de son indépendance, les Biélorusses se sont méfiés d'une opposition trop ouvertement soumise aux intérêts de Washington.

page 2

On ne change pas une intoxication qui marche

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Il y a deux ans, les experts nucléaires étaient unanimes pour démentir les accusations états-uniennes contre l'Irak, observe Jafar Dhia Jafar. Pourtant l'AIEA a laissé dire. Une telle intox est-elle à nouveau possible à propos de l'Iran ? Manifestement oui : sans aucun élément probant, Patrick Clawson appelle à stopper un programme nucléaire militaire iranien qui n'existe pas.

page 8

REPÈRE : 17 FÉVRIER 1946

Archéologie d'Internet

Après de premiers essais concluants (ayant notamment permis la conception et la fabrication de la bombe atomique), le département de la Défense des États Unis convoque les autorités politiques, civiles et religieuses à l'université de Pennsylvanie, le 17 février 1946, pour la première démonstration publique du premier ordinateur « électronique » du monde. ENIAC mesure 9 mètres sur 15, pèse 30 tonnes et réalise ses calculs à l'aide de 17 500 tubes à vide.

Également un 17 février, mais en 1971, Bill Tomlinson propose l'utilisation de l'arobas (@) comme localisateur de SNDMSG - standard d'envoi et de réception de courrier électronique. Toujours le 17 février, à Chicago, en 1978, les développeurs Ward Christensen et Randy Seuss, spécialistes en réseaux électroniques, mettent en ligne le premier Forum électronique du Net, le Computerized Bulletin Board System. CBBS tourne sur un ordinateur S-100, sous CP/M et utilise le réseau téléphonique pour échanger des données avec un autre ordinateur à l'aide d'un modulateur/démodulateur (modem) Hayes 300 bps. Un an plus tard, c'est le réseau USENET qui voit le jour, directement inspiré du projet CBBS. Internet - dont le nom a été inventé en 1974, est lancé. ■



L'ANGE QUE L'OTAN A TUÉ

Les journaux serbes écrivirent à l'époque que les bombardements de l'OTAN avaient tué un ange. Le 17 avril 1999 à 21 h 45, Militsa Rakic, 3 ans, devenait la première victime de l'opération militaire « Merciful angel » (ange miséricordieux), à Bataïnitsa, un village aux environs de Belgrade. L'Église orthodoxe serbe envisage aujourd'hui sa canonisation. Sur la fresque dessinée par le diacre Nicolas Loubardic figure l'inscription « *l'enfant Militsa, sainte martyre, tuée par l'OTAN* ». Elle était dans la salle de bain quand la bombe à fragmentation l'a fauchée, ce soir-là. L'enfant née un an plus tard dans la famille Rakic a été prénommée symboliquement « Angela ». La petite Militsa deviendrait la 78ème figure sainte de l'Église serbe. ■

Échecs de l'« ingérence démocratique »

Les Biélorusses défendent leurs intérêts

Les multiples tentatives de l'administration Bush pour renverser Aleksandr Loukatchenko et faire basculer la Biélorussie dans l'orbite atlantique ont échoué. Non pas que le très autoritaire président ait été particulièrement soutenu par la Russie, mais parce qu'il s'est appuyé sur ses électeurs. Appréciant la bonne gestion économique du pays et le maintien de son indépendance, les Biélorusses se sont méfiés d'une opposition trop ouvertement soumise aux intérêts de Washington.



Vladimir Poutine et Aleksandr Loukachenko

Washington avait « vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué ». Quelques jours avant l'élection présidentielle ukrainienne de septembre 2001, le *Guardian* avait observé une similitude des méthodes de déstabilisation utilisées par l'ambassade des États-Unis avec celles éprouvées au Nicaragua, à la fin des années 1980, à l'issue d'une décennie d'une guerre civile qui fit au moins 30 000 morts [1]. Au département d'État, on sabrait déjà le champagne, mais d'Aleksandr Loukachenko fut réélu par son peuple. Survinrent alors les attentats de New York contraignant la Maison-Blanche à relâcher un temps son étreinte sur la Russie et sur ses satellites. Mais une fois conquis l'Afghanistan, l'Europe orientale est redevenue une des premières priorités des faucons de Washington.

La Biélorussie, par sa position stratégique, est évidemment un centre d'intérêt

pour les États-Unis. Mais l'Histoire et la culture du pays le rattachent immanquablement plus à la Fédération de Russie comme l'a prouvé l'échec des tentatives de renversement de l'administration Loukachenko en septembre 2001. Territoire de 207 000 kilomètres carrés, peuplé d'environ dix millions d'habitants, la Biélorussie conserve de forts liens avec Moscou et demeure un de ses principaux alliés au sein de la Communauté des États indépendants. Par ailleurs la grande partie de la population parle encore le russe, bien que le biélorusse soit majoritaire. Autant d'éléments qui permettent d'expliquer la proximité entre les deux pays, qui ont des rapports économiques privilégiés. Grand producteur de machines industrielles, la Biélorussie exporte ainsi une large part de sa production sur le marché russe, où elle trouve l'essentiel de ses ressources énergétiques.

Washington à la recherche d'une nouvelle stratégie

Dès la mi-2002, les hostilités reprennent en Biélorussie où les États-Unis sont restés implantés principalement via des représentants de l'OSCE. Le 24 mai, le chef du Conseil de Sécurité de l'État de Biélorussie (KGB), Leonid Yerin, accuse l'Organisation d'outrepasser son mandat et de s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. Il vise notamment l'ambassadeur Hans-Georg Wieck, ancien chef de la mission de l'OSCE à Minsk jusqu'en décembre 2001.

Parallèlement, l'opposition s'organise autour d'un nouveau « champion », Anatoly Lebedko, qui dirige le United Civic Party. Cette formation a implanté l'Open Society Foundation de **George Soros** dans le pays, le 22 octobre 1993 [2]. Le **site Charter'97** devient la référence en matière d'informations sur la Biélorussie, publiant gratuitement sur le Web des articles sur la situation des Droits de l'homme dans le pays, à destination des journalistes occidentaux tentés d'écrire sur la question. Charter '97 a été créé à l'initiative de l'Assemblée nationale des ONG démocratiques de Biélorussie, à l'automne 1997.

Le ton monte rapidement à Washington. Lors d'une conférence à l'**American Enterprise Institute** organisée en novembre 2002 et intitulée « Axe du Mal : Biélorussie - Le chaînon manquant », l'ambassadeur Michael Kozak fustige le président Loukachenko en l'accusant d'avoir « *choisi le mauvais camp dans la guerre au terrorisme* ». Il affirme, menaçant, que le président biélorusse « *devra bientôt assumer les conséquences de ses ventes d'armes illégales (et d'entraînement militaire) à l'Irak* » [3]. Minsk est donc accusé d'avoir vendu des armes de destruction massive - que l'on ne retrouvera jamais sur place - au régime de Saddam Hussein. Pour Mark Palmer, ancien ambassadeur états-unien en Hongrie et adepte des **théories de Gene Sharp** sur la non-violence, « *il existe une alliance informelle entre tous ces voyous (du monde). Que la Biélorussie travaille avec l'Irak ne doit pas être une surprise. Ils sont libres de toute contrainte au niveau internationale. Jusqu'à ce que ces voyous soient expulsés du pouvoir, nous aurons plus de faim, de misère et de terrorisme* » [4]. Une position symptomatique de la nouvelle ère de guerre perpétuelle ouverte par Washington : toutes les organisations du monde ayant recours à la lutte armée, du Hezbollah aux FARC, appartiennent selon cette doctrine au même réseau Al Qaïda, tout comme tous les États contestant l'autorité des États-Unis sont nécessairement liés au sein d'un « Axe du Mal ».

Les propos tenus à la tribune par Thomas Dine, président de Radio Free Europe-RL et ancien directeur de l'American-Israeli Public Affairs Committee, ne sont pas moins violents : « *Les gens me demandent (...) : "l'Europe n'est-elle pas déjà libre ?". Je leur réponds : "commencez par regarder la Biélorussie, puis allez de plus en plus vers l'est" (...) Il y a un stalinien à Minsk.* ».



Nina Shea

La conférence est l'occasion de trouver un nouveau grief contre le régime Loukachenko, désormais accusé de réprimer la liberté de conscience. C'est en tout cas ce que prétend Nina Shea, membre de la Commission états-unienne sur la Liberté religieuse internationale et par ailleurs directrice du Centre pour la liberté religieuse de **Freedom House**. Selon elle, la Biélorussie est aujourd'hui « *le pire oppresseur des religions de toute l'Europe* », notamment des catholiques et des juifs. Le gouvernement aurait même fait réimprimer des exemplaires du *Protocole des Sages de Sion* par les imprimeries nationales.

Cette nouvelle problématique fait son chemin. En août 2003, l'évêque Vaclav Maly effectue une visite en Biélorussie dont il revient avec une vision alarmiste de la situation sur place. Selon lui, si le régime de Loukachenko est d'apparence moins répressif que Cuba, il n'en est rien en réalité, et il faut donc soutenir « *l'opposition et les initiatives civiques [qui] sont fatiguées* » [5]. Vaclav Maly est un relais averti des réseaux d'ingérence états-uniens en Europe centrale et orientale. Grande figure de l'ex-dissidence tchèque, il a été l'un des principaux protagonistes de la « révolution de velours » qui renversa le pouvoir pro-communiste à la fin des années 1980, au profit de Vaclav Havel.

À la même période, plusieurs députés et sénateurs tchèques lancent une pétition pour les Droits de l'homme en Biélorussie. L'hebdomadaire tchèque *Respekt* publie dans la foulée la position officielle de Prague sur ce dossier : « *Les projets audacieux d'instauration de la démocratie en Irak, les préoccupations au sujet du stalinisme nucléaire en Corée du Nord semblent dissimuler aux Européens le fait qu'une dictature sombre survit sur le vieux continent. La Biélorussie de Lukaschenko a derrière elle dix ans d'existence* ». Des propos qui rappellent directement ceux de l'évêque.



Monseigneur Vaclav Maly

La « révolution » ne prend pas

Les arguments de Washington sont rodés [6], tout comme l'implantation des organisations non-gouvernementales et la nouvelle opposition. Ne manque qu'une échéance électorale pour une nouvelle tentative de coup d'État. D'autant que le succès de la « **révolution des roses** » en Géorgie a montré que les

renversements « populaires » des gouvernements hostiles à Washington étaient une stratégie payante. Celle-ci consiste à subventionner une opposition aux ordres, puis à critiquer le processus électoral *a priori* de manière, tout d'abord, à mobiliser les électeurs sur la liste d'opposition, puis en cas de défaite dans les urnes, à justifier la prise du pouvoir par « la rue ». Un peu comme le jeu du « face je gagne, pile tu perds ».

La détermination des États-Unis est on ne peut plus claire. Après avoir déclaré à Riga, en Lettonie, que « *la tyrannie en Biélorussie ne pourra durer éternellement* », le sénateur **John McCain**, président de l'International Republican Institute (**NED**), affirme à l'été 2004 dans un rapport au Congrès que le renversement de Loukatchenko devra se faire, non pas par les armes, mais « *sous la pression internationale* ». Puis il rencontre à Riga, le leader du Five Plus Opposition Group, Anatoly Lyabedzka, ainsi que le dirigeant du Front populaire biélorusse, Vintsuk Vyachorka, le président du Parti travailliste récemment dissout, Alyaksandr Bukhvostau et les fils de l'activiste Mikhail Marinich, ancien ambassadeur de la Biélorussie en Lettonie, arrêté en avril 2004 [7].

Cette échéance électorale survient, le 17 octobre 2004. Les citoyens biélorusses sont invités à se rendre aux urnes à l'occasion d'un référendum visant à autoriser le président Loukatchenko à briguer un troisième mandat au terme d'une révision constitutionnelle. 90 % des électeurs approuvent cette réforme. Cette nouvelle victoire du chef de l'État biélorusse est inacceptable pour Washington, persuadé que l'opposition au « tyran » est majoritaire. L'ensemble des spécialistes de la région s'accordent pourtant sur le fait que, faute d'opposant crédible, Aleksandr Loukachenko apparaît aux yeux de la population biélorusse comme le seul dirigeant capable de la représenter. Pour preuve, les mouvements « populaires » mobilisés par les ONG biélorusses grâce à des financements étrangers ne parviennent pas à ébranler le pouvoir en place, sans que celui-ci eut besoin de recourir à une vague de répression.

Ce large soutien à Aleksandr Loukatchenko s'explique très simplement : les Biélorusses ont vu l'effondrement du niveau de vie de leurs voisins russes, lors de la « libéralisation » du pays par Boris Eltsine. Ils ne croient pas au mirage occidental et veulent préserver leur pays de cette douloureuse expérience. Ils s'accommodent difficilement de l'autoritarisme de leur président, mais ils lui sont reconnaissants d'avoir maintenu les acquis de la période socialiste. En outre, ils récompensent sa capacité à maintenir de bonnes relations avec la Russie et, malgré les apparences, à en obtenir toujours plus.

Par exemple, pour sa consommation domestique (environ 18 milliards de m³ par an), la Biélorussie dépend à 99 % de l'approvisionnement en gaz naturel russe, essentiellement géré par la société Gazprom majoritairement détenue par l'État russe. En février 2004, Gazprom augmente ses tarifs, mais Loukatchenko refuse de régler les facturations supplémentaires à Moscou. En réaction, Gazprom ferme le robinet. Le lendemain, Loukatchenko indigné mais réaliste se résoud à payer [8]. Cependant ce renoncement n'est pas un ; c'est en réalité un calcul très judicieux pour obtenir beaucoup mieux.

En effet, la Biélorussie constitue le second couloir de transit possible des futures et massives exportations de gaz naturel depuis la Russie vers l'Europe [9]. La production de gaz naturel en Europe ayant pratiquement atteint son pic, elle

devrait bientôt connaître un déclin brutal [10]. Or, vu la pression états-unienne sur l'Ukraine, la Biélorussie peut espérer, en maintenant des relations de confiance avec Moscou, servir au transit gazier et empocher alors des milliards de dollars de taxes de passage.

Washington n'abandonne pas

Les États-Unis ne désespèrent pas de parvenir un jour à renverser Loukatchenko. C'est en tout cas ce que révèle la série de mesures prises par Washington après ce nouveau revers. Le 20 octobre 2004, le président George W. Bush adopte ainsi le *Belarus Democracy Act-2004*. Le texte prévoit la mise en place d'un régime de sanctions envers la Biélorussie, si les autorités ne cessent pas leur répression à l'encontre de l'opposition et des « médias indépendants ». Les États-Unis envisagent également de s'opposer à toute aide internationale à destination de Minsk et prévoient de publier des informations sur les ventes d'armes effectuées par la Biélorussie, ainsi que sur les avoirs financiers des dirigeants biélorusses, notamment Loukatchenko. Le *Belarus Democracy Act* autorise également l'administration Bush à fournir une aide matérielle aux groupes d'opposition.

Ceux-ci ont été invités à mieux se former en vue d'encadrer la prochaine tentative de « révolution de velours ». De nombreux membres de l'opposition biélorusse, principalement du mouvement Zubr, ont ainsi été aperçus à Kiev lors de la « révolution orange », en décembre 2004 [11].

Panique à Moscou

Les succès de la « révolution des roses » en Géorgie et de la « révolution orange » en Ukraine ont mis à jour les lacunes de la politique étrangère russe vis-à-vis de ses anciens alliés. C'est en tout cas l'analyse du politologue Vitaly Tretyakov. Proche du Kremlin, ce dernier affirme envisager qu'un « scénario à la Kiev » se reproduise dans les deux ans en Biélorussie, en Moldavie et en Asie centrale. Sergei Alexandrovich Markov, directeur du Political Studies Institute, considère de son côté que « *la "révolution orange" en Moldavie est prête à 80 % ; au Kyrgystan, elle est prête à 40 % et au Kazakhstan à 30 %* ». Pour Grigory Yavlinski, président du Yabloko Party en Russie, l'Ukraine pourrait même avoir un effet de domino sur le pouvoir russe lui-même.

La Biélorussie apparaît aujourd'hui comme le dernier rempart. Un rempart solide puisqu'il a déjà résisté par deux fois à des tentatives de renversement. Cependant, il est certain que Vladimir Poutine cherche aujourd'hui des moyens de renforcer encore la capacité de résistance de ses alliés. Comme l'explique Sergei Alexandrovich Markov, « *notre principale erreur réside dans le fait d'être resté trop passifs vis-à-vis de l'Ukraine pendant une longue période. Les Américains ont commencé à travailler sur le "Projet Youchenko", il y a cinq ans. Pendant cette période, la Russie s'est investie avec moins d'ampleur dans son projet ukrainien que les États-Unis, l'Union européenne ou même la Turquie. À mes yeux, l'élite dirigeante de la Russie a ignoré au finale la nécessité de travailler avec ses alliés en Ukraine* ».

Contrairement à la rhétorique abondamment reprise en Europe occidentale,

Moscou n'a en effet pas mobilisé autant de moyens que Washington sur le théâtre ukrainien, loin de là. C'est d'ailleurs ce qui ressort des déclarations de Vladimir Poutine au lendemain de la victoire de Victor Iouchtchenko : « *Nous ne pouvons pas développer une quelconque activité dans le dos des autorités compétentes, c'est notre limite naturelle. Il y a des avantages et des inconvénients à une telle politique, mais personne ne peut nous accuser d'agir dans le dos du gouvernement ; le gouvernement doit se justifier lui-même et sa politique à son peuple* » [12]. Il est probable que les récentes évolutions dans la région contraindront prochainement Moscou à développer ses propres moyens d'ingérence en vue de conserver sa sphère d'influence et surtout sa propre intégrité territoriale.

Paul Labarique

[1] « [US adopts 'Contras policy' in communist Belarus](#) », par Alice Lagnado, *The Times*, 3 septembre 2001. Voir la réponse de Michael Kozak, sur le [site de l'ambassade états-unienne en Biélorussie](#).

[2] [About Open Society Foundation](#), site Data.Minsk.

[3] « [Belarus - next target in the "axis of evil"](#) », British Helsinki Human Rights Group, 27 novembre 2002.

[4] Mark Palmer est le fondateur de Central European Media Enterprises et président de Capital Development Company (Washington). Il est membre du Council on Foreign Relations et administrateur de la National Endowment for Democracy, vice-président de la Freedom House et administrateur des Friends of Falu Gong.

[5] « [L'évêque Vaclav Maly : la Biélorussie n'intéresse personne](#) », Radio Prague, 7 août 2003.

[6] Voir « [La Biélorussie sous pression](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 15 février 2004.

[7] « [McCain Seeks End to Lukashenka Regime](#) », par David R. Marples, *Eurasia Daily Monitor*, (Volume 1, N°74), 31 août 2004.

[8] « [Furious Belarus Bows to Gazprom](#) », [Moscow Times], 24 février 2004.

[9] Voir cette [carte des gazoducs européens existants et proposés, basée sur les données de l'U.E.](#).

[10] « [Future of Natural Gas Supply](#) », par Jean Laherrère, ASPO, mars 2004. Le tableau du bas de page représente la production européenne annuelle et la courbe de découvertes annuelle décalée de 20 ans pour refléter la production future. Ces données sont habilement cachées par les médias liés aux multinationales anglo-saxonnes, pour dissimuler les véritables enjeux en Ukraine et en Biélorussie notamment.

[11] « [Belarus opposition members stream to Kyiv protests](#) », Associated Press, 10 décembre 2004.

[12] Toutes les citations sont tirées de « [A quiet cold war](#) », par Charu Singh, *Frontline*, 11 février 2005.

On ne change pas une intoxication qui marche

Analyse

Le docteur Jafar Dhia Jafar, qui créa le programme nucléaire irakien après avoir travaillé pour un centre de recherche britannique, s'interroge dans le *Standart* sur les raisons pour lesquelles l'Agence Internationale de l'Energie (basée à Vienne comme le quotidien) n'a pas dénoncé, il y a deux ans, les absurdités des accusations anglo-saxonnes contre l'Irak. Il n'y avait aucun doute possible sur le fait que Saddam Hussein avait interrompu son programme nucléaire et qu'il n'était pas en mesure de le reprendre. La même intox est-elle possible à propos de l'Iran ?

Il semble que oui. Et pour être efficace, la propagande doit d'abord compter sur l'effet de répétition. Patrick Clawson, du très pro-israélien Washington Institute for Near East Policy, interprète dans *Ha'aretz* les évolutions des États riverains de l'Iran pour en conclure que Téhéran se nucléarise. C'est mieux que de lire dans le marc de café, mais ce n'est guère plus rationnel. Sur cette base, il stigmatise la passivité de la communauté internationale.

De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères, Kamal Kharrazi, poursuit une campagne de communication tous azimuts pour démentir les allégations états-uniennes selon lesquelles son pays tenterait de se doter de l'arme atomique. Comme dans le cas irakien, Washington est parvenu à inverser la charge de la preuve. Il n'appartient plus aux États-Unis d'étayer leurs accusations, mais aux Iraniens de prouver leur bonne foi, ce qui est en soi impossible. Dans un article publié par *Global Agenda*, puis repris en abrégé par *l'International Herald Tribune* et *Gulf News*, M. Kharrazi rappelle que les inspections de l'AIEA ont établi que son pays conduisait un programme civil et que l'ayatollah Khameneï avait condamné, dans une fatwa, la production et l'usage de la bombe atomique. En outre, dans un entretien au *Süddeutsche Zeitung*, M. Kharrazi souligne que son pays est signataire des divers instruments

internationaux en matière de non-prolifération nucléaire, y compris le protocole additionnel, et se soumet à toutes les inspections réglementaires. Les grandes puissances, qui ne respectent pas leurs engagements de désarmement progressif, ne peuvent pas en dire autant.

La députée européenne Emma Bonino établit un parallèle dans *Le Figaro* entre l'horreur d'Auschwitz et les crimes perpétrés au Darfour. Le rapport de la Commission internationale, rendu public il y a deux semaines, établit que le conflit a déjà fait plus de 70 000 morts. C'est beaucoup plus que le gouvernement soudanais n'en admettait, et beaucoup moins que le département d'Etat ne l'affirmait. Quoi qu'il en soit, Mme Bonino appelle à l'intervention de la communauté internationale. C'est au fond la méthode de prédilection des grandes puissances : encourager les affrontements locaux, empêcher leur règlement, puis séparer les belligérants en s'installant militairement sur place.

Dans une entretien à *Die Zeit*, Kofi Annan défend l'Organisation des Nations unies, dont il est le secrétaire général. Il souligne qu'elle n'est pas en conflit permanent avec les États-Unis puisqu'elle a participé à l'organisation des élections en Irak. Il récuse les accusations portées contre lui et indique n'avoir jamais eu l'intention de démissionner des fonctions qui lui ont été confiées par 191 États, uniquement parce qu'il aurait été critiqué par 1 État membre.

Enfin, l'ancien ministre gaulliste Charles Pasqua dresse dans *Le Figaro* le constat d'échec du Traité de Maastricht et plaide pour le « non » au Traité constitutionnel européen. Son ardeur le conduit parfois à quelques excès, comme lorsqu'il prétend que l'euro a totalement échoué à rivaliser avec le dollar. Cependant, son argument principal est d'une grande rigueur. Il observe que sur le plan social, l'Union européenne est inefficace et que, en matière de politique internationale, elle est inféodée à l'OTAN. D'où, son appel à voter « non » pour provoquer une crise et mettre fin à cette orientation.

Réseau Voltaire

Jafar Dhia Jafar



Ancien chercheur au centre de recherche nucléaire britannique à Harwell et au CERN à Genève, Jafar Dhia Jafar était le directeur du

« D'abord nous avons menti, ensuite ce sont les États-Uniens »

Référence : « Zuerst haben wir gelogen, später die Amerikaner », par Jafar Dhia Jafar, *Der Standard*, 17 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Alors que l'Agence internationale à l'énergie atomique était en mesure de prouver la dénucléarisation de l'Irak, elle a préféré demander plus de temps parce qu'elle n'a pas contesté certains rapports incorrects ou purement mensongers faits par des politiciens états-uniens. Nous déplorons toutes ces balivernes, comme le soit disant achat d'uranium au Niger, qui mériteraient

programme nucléaire irakien.

L'ouverture d'enquêtes. Au début nous avons menti, nous avions un programme secret avant 1991, mais ensuite, ce sont les États-Uniens et les Britanniques qui ont menti car ils voulaient la guerre. Nous avons menti et nous avons payé, à leur tour maintenant.

Le gouvernement anglais avait fait voter au Parlement, quelques jours avant le début de la guerre, son dossier sur l'Irak qui datait de 2002 et qui s'est révélé complètement infondé après les 700 inspections. Je me demande ce qui manquait encore aux inspecteurs pour se forger une opinion. En 1991, nous les scientifiques n'avons pas été consultés. Je savais alors qu'avec ce type d'inspection il était naïf et simpliste de vouloir cacher la vérité. C'est Hussein Kamel (le gendre de Saddam et responsable de l'armement) qui s'est énervé et a donné l'ordre de cacher le matériel, sûrement sur injonction de Saddam. Devant mon refus, j'ai reçu l'ordre de transférer tout le matériel à la Garde républicaine. En Juillet 1991, quand les inspecteurs se sont rapprochés du camp militaire, Saddam a ordonné de tout détruire.

Même si nous avions réussi à cacher les armes, il aurait été impossible de réactiver le programme à cause des inspections et des surveillances. Ces armes étaient dissuasives dans un contexte régional, mais Saddam savait que dans un contexte de guerre ouverte avec les États-Unis elles devenaient absurdes. C'est aussi pour cette raison qu'aucune arme chimique ou biologique n'a été conservée, Saddam avait vraiment peur d'être renversé.

Après la destruction par les Israéliens de notre réacteur en 1981, j'ai accepté la mission car j'étais persuadé qu'il s'agissait de dissuasion. Saddam voulait survivre et rester au pouvoir, et pour cela, on n'utilise pas de bombe atomique.

Patrick Clawson



Patrick Clawson est vice-président du Washington Institute for Near East Policy et rédacteur du *Middle East Quarterly* publié par le *Middle East Forum* de Daniel Pipes.

« Quand l'Iran sera-t-il une puissance nucléaire ? »

Référence : « When will Iran be a nuclear power ? », par Patrick Clawson, *Ha'aretz*, 18 février 2005.

Quand l'Iran aura-t-il un statut nucléaire ? Quand les autres pays concevront leurs politiques en partant du principe que l'Iran détient des armes nucléaires ? Le premier avertissement aura lieu probablement quand l'Iran agira de façon beaucoup plus assurée. Malgré les inquiétudes d'Israël et les craintes d'une intervention iranienne en Irak ou en Afghanistan, il est plus probable que l'Iran roule des mécaniques devant les pays du Golfe persique. L'Iran a les mêmes ressources naturelles que ces pays et il pourrait profiter de la déstabilisation de l'un d'entre eux. Un autre signe montrant que l'Iran possède des armes nucléaires serait que les pays voisins commencent aussi à essayer d'en acquérir. Or, il existe un débat sur ce point en Turquie et en Arabie saoudite et l'Égypte pourrait s'engager sur cette voie. Un autre signe du statut nucléaire de l'Iran serait qu'un groupe de puissances moyennes veuille renforcer le Traité de non-prolifération.

Que peut-on faire pour arrêter l'Iran ? Les États-Unis doivent persuader l'Iran que le développement d'armes nucléaire lui coûterait trop cher et pour cela

Washington doit travailler en direction des Européens et de la Russie. Certains suggèrent que les États-Unis devraient négocier directement avec l'Iran, mais il est peu probable que Téhéran accepte de négocier avec le « grand Satan ». Les États-Unis doivent s'investir dans ce dossier, mais ils doivent continuer à soutenir les forces pro-démocratiques en Iran. Les États-Unis ne devraient considérer une option militaire que si l'Iran annonce son retrait du Traité de non-prolifération. Il va falloir dissuader l'Iran de continuer, que les États-Unis soient seuls ou avec des alliés. Cette dissuasion peut passer par la vente de matériel militaire aux pays arabes du Golfe et l'organisation d'exercice militaires communs avec ces pays contre la menace iranienne. Utiliser la force contre l'Iran n'est pas une option attirante, mais laisser l'Iran devenir une puissance nucléaire l'est encore moins.

Kamal Kharrazi



Ancien représentant de son pays à l'ONU, Kamal Kharrazi est le ministre des Affaires étrangères d'Iran.

« Nous ne construisons pas une bombe »

Référence : « We're not building a bomb », par Kamal Kharrazi, *International Herald Tribune*, 5 février 2005. Cette tribune est adaptée d'un article de *Global Agenda*, la revue du Forum économique mondial de Davos.

« Irán no tiene armamento nuclear », *Clarín*, 17 février 2005.

Une approche extrémiste et unilatéraliste est développée à Washington pour miner la diplomatie constructive visant à résoudre les malentendus sur le programme nucléaire iranien. Cette attitude persiste malgré les derniers développements qui montrent que l'Iran est prêt à prendre des mesures pour prouver que son programme nucléaire est pacifique et à faire ce qui est nécessaire pour restaurer la confiance sur ce sujet. Dans sa dernière résolution, le bureau des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a reconnu l'action de l'Iran et l'a saluée. Malgré les difficultés, l'accord que nous avons signé le 14 novembre 2004 avec la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et d'autres pays européens a ouvert la voie à une sortie de crise raisonnable. La même semaine, l'agence nucléaire confirmait que les inspecteurs n'avaient découvert aucun programme secret d'armement nucléaire.

L'Iran est pleinement engagé en faveur du Traité de non-prolifération et souhaite un renforcement des gardes fous. Mais, dans le même temps, nous nous opposons à tout ceux qui veulent nous priver de notre droit légitime à développer une énergie nucléaire pacifique. Notre engagement en faveur du Traité de non-prolifération est fondé sur une question de sécurité, mais aussi sur des considérations religieuses et éthiques. En effet, le guide suprême de la Révolution islamique, Ali Khameneï, a réitéré à plusieurs occasions une fatwa interdisant la production et l'usage des armes nucléaires. La dernière fois, ce fut le 25 novembre dernier. Le poids d'une telle déclaration ne doit pas être sous-estimé. Rappelons également que, depuis le 18 décembre 2003, l'Iran a signé le protocole additionnel du Traité de non-prolifération.

Le seul moyen de lutter contre la prolifération est de développer les outils

multilatéraux. Le Traité de non-prolifération doit être renforcé et pour cela les puissances atomiques doivent respecter leurs engagements de désarmement.

Kamal Kharrazi



Ancien représentant de son pays à l'ONU, Kamal Kharrazi est le ministre des Affaires étrangères d'Iran.

« Nous n'avons rien à cacher »

Référence : « Wir haben nichts zu verbergen », par Kamal Kharrazi, *Sueddeutsche Zeitung*, 16 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je le dis clairement, l'Iran n'ambitionne pas de posséder des armes nucléaires. Conformément aux Fatwas des Ayatollahs, en Iran la production et l'utilisation d'armes de destruction massive sont strictement interdites. Comparez simplement l'Iran avec la Corée du Nord qui ne respecte pas le Traité de non-prolifération, qui n'accepte pas les inspections et qui se vante d'avoir la bombe. Nous, nous respectons nos engagements, les inspecteurs travaillent librement. Notre modèle est le Japon qui n'a pas le droit de posséder l'arme atomique, mais peut utiliser la technologie nucléaire à des fins civiles. Comme tous les pays, nous avons besoin d'un réacteur à eau lourde pour la recherche. Les Européens doivent faire de nouvelles propositions, ils doivent nous dire ce que l'on peut faire concrètement pour les satisfaire, sans pour autant que nous arrêtions totalement l'enrichissement d'uranium comme le veulent les Etats-Unis. Les inspections sont importantes, elles garantissent le caractère pacifique de l'utilisation de l'énergie atomique en Iran. Les menaces américaines ne sont pas nouvelles, la question est de savoir si la communauté internationale leur autorisera cette nouvelle aventure. On peut dire que nous sommes devenus voisins, leur présence est un fait accompli, mais sont-ils pour autant devenus populaires dans la région ? Nous avons un système stable et le peuple est derrière nous, si nous organisions un référendum aujourd'hui, on verrait bien qui à le plus d'amis dans la région, nous ou les Américains ? Nous sommes plutôt confiants après les élections en Irak, si un gouvernement légitime est formé et la sécurité assurée par les Irakiens eux-mêmes, alors les forces étrangères pourront quitter le pays rapidement. Les Irakiens n'ont pas besoin de tutelle étrangère.

Emma Bonino



Ancienne commissaire européen, Emma Bonino est député européen italien. Elle est membre du directoire de l'International Crisis Group et membre du Parti radical transnational, appelé à devenir prochainement le « Parti Radical Libéral Européen pour les États Unis d'Europe et d'Amérique, pour l'Organisation Mondiale de la Démocratie et des Démocraties ».

« Darfour : enrayer la violence et punir les crimes »

Référence : « Darfour : enrayer la violence et punir les crimes », par Emma Bonino, *Le Figaro*, 17 février 2005.

Le rapport de la commission internationale d'enquête sur le Darfour a été rendu public le 31 janvier 2005, le jour même où la communauté internationale se souvenait de l'horreur d'Auschwitz.

Selon les Nations unies, le bilan est accablant : près de 1,8 million de personnes déplacées et incapables de subvenir à leurs besoins, plus de 200 000 réfugiés au Tchad et 70 000 morts. La commission, dirigée par Antonio Cassese, a écarté la thèse du génocide, tout en précisant que certains agents du gouvernement « peuvent avoir commis des actes avec une intention génocidaire », et établit que les crimes perpétrés à une grande échelle au Darfour peuvent être qualifiés de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre et que ces derniers « peuvent ne pas être moins graves et moins odieux que le génocide ». La commission préconise de confier la question des responsabilités à la Cour pénale internationale (CPI), tout en laissant ouvertes d'autres possibilités. Faute d'une alternative nationale effective, je ne peux que souscrire à cette recommandation. La solution idéale serait, certes, de saisir la Cour pénale internationale. La CPI est en effet l'institution internationale chargée de poursuivre les actes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Le Soudan ayant signé, mais non ratifié, le statut de la CPI, l'activation de la juridiction pénale internationale serait possible moyennant une saisine du Conseil de sécurité. Cependant, les résistances de la Russie et de la Chine et l'hostilité bien connue des États-Unis à l'égard de cette Cour risquent de paralyser toute décision en ce sens. C'est pourquoi, à défaut d'un consensus sur cet instrument qui, à nos yeux, paraît le plus idoine, il importe en priorité que le Conseil de sécurité s'accorde sur une solution crédible qui puisse mettre un terme à la violence au Darfour et qui fasse droit à la nécessité de traduire en justice les responsables. Il faudra peut-être créer un tribunal *ad hoc* et prendre rapidement des mesures essentielles : l'imposition de sanctions contre le gouvernement de Khartoum, la création d'une zone de non-survol et l'établissement d'une mission de maintien de la paix de l'ONU pour soutenir les troupes de l'Union africaine. Persévérer dans l'immobilisme actuel, sous couvert d'un désaccord sur les moyens d'interventions, serait inacceptable. Comme nous l'ont rappelé les commémorations d'Auschwitz, l'ONU est née pour que les horreurs du nazisme n'aient plus lieu. Face à la gravité des crimes commis au Darfour, la communauté internationale et le Conseil de sécurité ne peuvent échapper à leurs responsabilités. Il leur incombe d'adresser une réponse claire et ferme à leurs auteurs.

Kofi Annan



Kofi Annan est secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU).

« Nous acceptons les critiques »

Référence : « Wir sind nicht ohne Fehl und Tadel », par Kofi Annan, *Die Zeit*, 17 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Des problèmes politiques très vastes ont été soulevés par la crise irakienne, des questions sur les nouvelles menaces, sur l'utilisation de la force, sur la guerre préventive. Je ne savais pas dans quelle direction aller, c'est pourquoi j'ai organisé une rencontre entre spécialistes. L'ONU était dans une position difficile au sujet de l'Irak. Au début, nous avons été sous la pression des deux camps, ceux qui s'opposaient à la guerre et ceux qui étaient pour, mais nous avons accompli un gros travail depuis la guerre, comme l'aide apportée à la tenue des élections.

Je ne pense pas que l'ONU soit devenue insignifiante comme l'avait déclaré **George W. Bush** et je pense que la grosse majorité des politiciens états-uniens sont convaincus de l'utilité de l'ONU, même si je ne suis pas surpris que certains pensent le contraire. Nous sommes en train de revoir les rapports entre les États-Unis et l'ONU. Nous pensons qu'aucun pays, aussi puissant soit-il, ne peut tout résoudre, et c'est en cela que réside notre multilatéralisme. Pour ce qui est du terrorisme, les mesures coercitives sont nécessaires, mais elles incombent aux gouvernements qui doivent partager leurs informations et faire en sorte que les terroristes ne bénéficient d'aucun soutien. Avant 2003, on pensait qu'un pays pouvait agir préventivement au lieu d'attendre qu'il ne soit trop tard, cette doctrine de l'action préventive va plus loin désormais : le danger peut être là, il n'est pas imminent, mais si l'on ne s'en occupe pas tout de suite, on peut être surpris par lui.

Il faut prendre les accusations concernant le programme « **pétrole contre nourriture** » au sérieux, c'est pour cela que j'ai mis en place une commission. Nous acceptons les critiques constructives, mais il y a encore cinq ou six enquêtes en cours au Sénat, et quand il s'agit simplement d'attaquer l'organisation, en ignorant les faits, de pratiquer la désinformation systématique, au point que l'on en arrive à croire à ses propres mensonges, alors je trouve que c'est injuste. Il n'a jamais été question que je démissionne, **comme le demandaient des sénateurs américains**. Je travaille au nom des 191 États membres. La réforme du Conseil de sécurité est en cours actuellement et l'Allemagne fait partie avec le Japon, l'Inde et le Brésil, des candidatures à un siège permanent.

Charles Pasqua



Ancien vice-président du SAC, ancien président du Conseil général des Hauts-de-Seine (1988-2004) et ancien ministre de l'Intérieur (1986-1988, 1993-1995), Charles Pasqua est président du Rassemblement pour la France.

« Le non à la Constitution, un choc salutaire »

Référence : « Le non à la Constitution, un choc salutaire », par Charles Pasqua, *Le Figaro*, 17 février 2005.

Je tiens à rendre hommage au président de la République pour avoir choisi la voie du référendum sur le traité constitutionnel européen car ainsi la voix du peuple souverain s'imposera à tous. Nul ne pense d'ailleurs qu'un rejet par la France de la Constitution européenne signifierait la fin de l'entreprise européenne. Il signifierait simplement le désaveu de l'Europe telle qu'elle est et telle que le projet de Constitution entend la conserver *ad aeternam*.

Le projet de Maastricht avait été accompagné de promesses mirobolantes qui n'ont pas été tenues. Aujourd'hui, la zone euro est atteinte de langueur, le chômage perdure et les délocalisations s'accroissent. L'économie européenne est bien la laissée-pour-compte du vaste courant d'échanges économiques, commerciaux, financiers, qui tire la croissance mondiale au profit mutuel et exclusif de l'Amérique et de l'Asie. La Banque centrale européenne suit une politique malthusienne qui bride la croissance. Au sein des quinze, seuls tirent leur épingle du jeu les trois pays qui ont gardé leur souveraineté monétaire : Danemark, Suède, Grande-Bretagne ! L'euro n'a jamais acquis de légitimité commerciale sur les marchés internationaux des matières premières, des biens ou des services et nous sommes donc plus dépendants du dollar que jamais. Cette politique a échoué et pourtant, c'est elle que la Constitution européenne va graver dans l'airain. Bien loin de nous en protéger, l'Union européenne est devenue le chausse-pied d'une mondialisation sans conscience.

En 1992, le doute était permis, il ne l'est plus : l'Europe est une menace. Cela est si évident qu'un Européen aussi indiscutable que Jacques Delors a pu dire que si l'Europe se mêlait de politique sociale, ce ne serait pas un progrès, mais une régression.

Les maigres perspectives politiques ouvertes par la Constitution européenne sont, pour l'essentiel, mort-nées. La politique étrangère commune n'est pour la majorité des 25 qu'une lubie française relayée par l'Allemagne qui espère ainsi accéder au Conseil de sécurité de l'ONU. Comme l'a montré la guerre d'Irak, l'Europe est atlantiste ou n'est pas. Aussi, loin d'offrir un point d'appui à la conception française d'un monde multilatéral, la Constitution européenne aura pour conséquence de nous ligoter un peu plus les mains dans un labyrinthe de responsabilités pompeuses (le président de l'Union, le ministre des Affaires étrangères de l'Union, etc.) au point que l'on peut se demander si, une fois cette Constitution en vigueur, la France pourrait encore agir de sa propre initiative, comme elle le fit à l'ONU, avec le brio que l'on sait, il y a tout juste deux ans. La Constitution européenne est en fait un nouveau règlement de copropriété qui accorde une part prépondérante aux « familles nombreuses » : l'Allemagne, au premier chef, qui, après l'avantage indu qui lui avait été accordé lors du traité de Nice pour sa représentation au Parlement européen voit la même prééminence consacrée au Conseil des ministres ; mais aussi la Turquie, pays qui serait le

plus peuplé de l'Union et qui se verra ainsi gratifiée du même privilège exorbitant.

Les Français doivent savoir que la Constitution européenne n'est pas l'aimable jubilé de la paix et de l'amitié entre les peuples européens, c'est l'acte de naissance de la « Nouvelle Europe » chère à Donald Rumsfeld, inféodée aux marchés financiers, coulée dans le moule atlantiste avec lequel l'adhésion de la Turquie va la faire coïncider exactement, intégrée de facto dans le « nouvel ordre mondial ». En rejetant ce texte, ils provoqueront un choc salutaire.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .
